Projet ANR – 12 – INEG – 0001 - 01

MARGES : Marges et villes : entre exclusion et intégration. Cas méditerranéens

Programme Métamorphose des sociétés « Inégalité – Inégalités » 2012

[A Identification 1](#_Toc330223115)

[B Démarrage du projet 2](#_Toc330223116)

[B.1 Moyens mis en place 2](#_Toc330223117)

[B.2 Pôles de compétitivité (projet labellisés) 2](#_Toc330223118)

[B.3 Difficultés rencontrées ou attendues 2](#_Toc330223119)

[B.4 Commentaires libres 3](#_Toc330223120)

[C Annexes éventuelles 3](#_Toc330223121)

Ce document est à remplir par le coordinateur en collaboration avec les partenaires du projet. Il doit être transmis par le coordinateur 6 mois après la date de démarrage du projet indiquée dans les actes attributifs :

1. à l’ANR
2. aux pôles de compétitivité ayant accordé leur label au projet.

Il doit être accompagné d’un résumé public du projet mis à jour, conformément au modèle associé à ce document.

L’ensemble des partenaires doit avoir une copie de la version transmise à l’ANR.

 Ce modèle doit être utilisé uniquement pour le compte-rendu du démarrage du projet, transmis à T0+6.

# Identification

|  |  |
| --- | --- |
| Acronyme du projet | Marges  |
| Titre du projet | Marges et villes : entre exclusion et intégration. Cas méditerranéens |
| Coordinateur du projet (société/organisme) | Nora Semmoud (Equipe Mondes Arabes et Méditerranée EMAM) UMR 7324 CITERES |
| Date de début du projetDate de fin du projet (conventions) | 1er février 2013 à 29 janvier 2016 |
| Labels et correspondants des pôles de compétitivité(pôle, nom et courriel du corresp.) |  |
| Site web du projet, le cas échéant | http://marges.hypotheses.org |

|  |
| --- |
| Rédacteur de ce rapport   |
| Civilité, prénom, nom | Madame Nora Semmoud  |
| Téléphone | 0675749780 |
| Courriel | Nora.semmoud@gmail.com |
| Date de rédaction | 20 août 2013 |

# Démarrage du projet

Si le projet a tenu une réunion de démarrage, cette partie peut être remplacée par le compte-rendu de cette réunion, en le complétant éventuellement de façon à ce qu’il contienne les informations demandées ci-dessous.

**Séminaire de démarrage 14-15 mars 2013**

Le séminaire a réuni l’ensemble des chercheurs participants au projet, soit 26 membres représentant et travaillant sur les villes étudiées au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Italie, en Espagne, en Turquie en Egypte et en France (Cf. annexe 1).

Le premier temps du séminaire a été consacré à rappeler les grandes lignes du programme ANR MARGES, l’organisation de la recherche et la programmation des manifestations scientifiques. Les débats ont permis de s’approprier collectivement et de façon plus précise le projet. Ensuite les participants ont présenté les travaux capitalisés et à venir sur les différents sites étudiés dans le cadre de ce programme. Les présentations ont fait l’objet de riches débats qui participent à construire une culture partagée au sein du groupement. Les discussions se sont poursuivies sur la grille de lecture et le travail sur le profil des villes afin d’améliorer leur efficacité. Enfin, la réunion du comité de pilotage a permis de préciser les tâches à venir, notamment la préparation du premier workshop.

**Présentation des terrains**

Le 2ème temps du séminaire a consisté à la présentation par les différents chercheurs des terrains étudiés, leurs enjeux par rapport aux thématiques du programme et le compléments d’enquête à mener pour répondre aux objectifs de la recherche. Les présentations ont été suivies de débats.

**Maroc**

Aziz Iraki, Mohamed Hanzaz, Mohamed Tamim et Wafae Belarbi proposent de travailler sur quatre quartiers situés à Rabat et Casablanca :

Aïn El Aouda, périphérie de Rabat

A une vingtaine de kilomètre de Rabat, Aïn El Aouda a servi de lieu d'accueil à tous les grands programmes de recasement. Entre 2000 et 2010, 5 000 ménages y ont été installés (mobilités forcées) ; une évolution de la population pour laquelle la ville n’avait pas la capacité. La population communale est passée de 3 500 en 1982 à 35 000 en 2012. Le quartier n'est pas intégré et témoigne d’inégalités criantes. Fortement urbanisé, la zone est composée d'un secteur sur-urbanisée, d’une 2nde couronne moins dense et puis l'arrière pays. La littoralisation de l'espace marocain a saturé le littoral, l'Etat ouvre alors des zones d'urbanisation dans les marges qui deviennent dynamiques en terme démographique (taux d'accroissement les plus élevés du Maroc : 6%). Cependant cet accroissement de la population « forcé » par l'Etat met en évidence des problèmes importants : manque d'équipements, insécurité, organisation de l'espace, etc.

Ouled Zaair, au sud de Casablanca

Ce quartier qui accueille également des populations recasées est aménagé par El Omrane. L’habitat est cependant auto-construit. Malgré l’arrivée de population urbaine, il garde son caractère rural, notamment par la présence d'un souk rural.

Les cas de Majjatia Oulad Taleb et Sidi Hajjaj Oued Hassar, périphérie de Casablanca

Il s’agit de communes rurales : Majjatia est marquée par la décharge de Casablanca, une caserne militaire et des carrières ; à Sidi Hajjaj, il y a plusieurs établissements industriels. Entre 1982 et 2004, l’accroissement de population dans les deux communes est de 4%. Les arrivants populations sont issus de Casa et du reste du Maroc. En 2006-2007, une enquête sur 115 ménages agricoles (répartis dans 11 douars) a permis d’étudier leur ancrage et leur mobilité et leur rapport à Casablanca (Etude des lieux de vente des produits agricoles, les lieux d'achat, lieu de scolarisation, etc.). L'enquête a montré que 60% environ des « lieux de recours » sont situés à Casablanca, le reste se fait à Tit Melil, commune voisine.

L’enquête dans le cadre du programme MARGES doit permettre de comprendre les objectifs de l'action publique, notamment quels sont les actions en matière d’alimentation en eau potable et celles d’accès à l'école et au collège ? Elle doit également aboutir à la mise en évidence des rapports entre les douars et Casablanca.

Lahraouiyne, commune périphérique de Casablanca

Considérée rurale en 1992, cette commune a été « scindée » en deux en 2009, suite à la création de la rocade de Casa qui la coupe physiquement en deux (le nord et la partie vers la ville). La commune a connu une forte urbanisation non réglementaire, entre 1992 et 2004, date à laquelle est mise en place une Zone urbanisation nouvelle qui accueille les habitants déplacés des carrières centrales, recasés sur des lots voués à l'auto-construction. Ainsi 70 000 habitants environ se sont installés en moins de 4 ans, dans un climat de tension tel qu’ils ont été appelé les « Tchétchènes ». L’habitat non réglementaire est actuellement en cours de régulation.

Le travail à venir est axé sur les conditions d'intégration de la population et sur l'aspect institutionnel de la marginalisation (Comment s'est fait le transfert de la population ?). Par ailleurs, des interrelations apparaissent entre les populations recasées et les anciens habitants qu’il est intéressant d’étudier.

Fès, Mohamed Idrissi Janati

Avec la marge que constitue le bassin des Gnaouas à Fès, on change d'échelle : 80 000 habitants sur une superficie qui est le double de la médina intra muros. Quartier non réglementaire, c'est une des marges des plus emblématiques, de par son histoire et sa position (sur une colline près de la médina et de son cimetière). Depuis protectorat, cette zone a été définie comme *non aedificandi* par décret, statut maintenu par les Schémas directeurs et l’UNESCO. Le quartier a fait l’objet de beaucoup de projets pour lutter contre l'habitat insalubre, certains non pas été réalisés, d’autres sont en cours ou non achevés.

La marginalisation se traduit par l’état vétuste de l’habitat (constructions non réglementaires, menaçant ruines, bidonvilles), par l’enclavement spatial, notamment à cause des carences en transports et par la concentration de la population la plus pauvre de Fès. Du point de vue symbolique, 3 des 5 accès du quartier se font par le cimetière. Cependant, il y a aussi des « contre-marginalités » : , des dynamiques d’intégration, des mobilités sociales, l’inscription des habitants dans des lieux d'intégration extérieurs (des lieux culturels, paraboles, internet).

Le travail se fera autour de 5 questions clés : analyse du processus de marginalisation et politiques mises en place pour combattre la marginalité ; représentation de la marge dans les discours des acteurs dominants ; usage politique des différents projets (quel est le degré d'appropriation politique des projets, notamment de la part des élus ?) ; formes de mobilisation ; pratiques sociales de contre-marginalité, notamment celles des jeunes, les plus visibles dans l'espace public.

A l’instar des autres chercheurs la méthodologie utilisée croise relevés de terrains, entretiens semi-directifs, cartes mentales, carnets de terrain, mais aussi des clips vidéo fait par les jeunes du quartier.

Le Douar el Kora, périphérie de Rabat, Habiba Essahel

Le travail dans ce cas portera surtout sur la résistance des habitants ordinaires de ce quartier de la périphérie de Temara à Rabat. La réflexion antérieure a consisté à analyser les actions des populations confrontées à la vision des acteurs institutionnels dans le cadre du recasement des bidonvillois à la périphérie de Rabat. Elle met en évidence d’un côté, le passage d'une politique d'intégration sociale à une politique de régulation sociale et de l’autre, les réactions des habitants aux décisions qui les concernent (quelles étaient leurs interprétations, leurs mobilisations latentes, passives, encadrées ou pas, l’art de mettre en scène, la manière dont ils instrumentalisent certaines notions, etc.).

Dans le cadre du programme MARGES, elle veut montrer toute la panoplie des mobilisations des habitants, en mettant en exergue l’intérêt pour l'émergence de la notion de « droits » dans le débat. La question de savoir si ces mobilisations sont l'expression d'une citoyenneté (d'une citoyenneté urbaine) sera au cœur du travail, à la lumière du contexte actuel du monde arabe, de la circulation des modèles de mobilisations et des médias et réseaux sociaux.

**Débat sur les présentations des cas du Maroc**

Le terme marge est « glissant », il est souvent assimilé à « périphérie », d’où la nécessité d’un débat théorique pour clarifier et partager les acceptions des concepts utilisés. De la même façon, il est important de définir ce que l’on entend par pratiques de « contre-marginalité ».

Le thème des représentations présente généralement des difficultés méthodologiques auxquelles, il faut réfléchir. Par exemple l’usage des cartes mentales est très critiqué car cela dépend de la capacité des interrogés à se représenter l'espace. La manière de nommer les espaces par les habitants permettrait une analyse plus objective. Dans la même veine, l’analyse des « nouvelles machineries » mises en place localement pour gérer l'urbain, comme les SIG, mérite notre attention et notamment les classements, hiérarchisations, dénominations, étiquetages, etc. auxquels elles donnent lieu. Cela participe sans doute à la volonté politique d'intégration et de démarginalisation ou le contraire. On devrait donc être attentif aux mots qui déterminent les marges et les définissent et plus généralement, aux processus de catégorisation.

L’analyse des cas doit nécessairement être éclairée par l’action publique à des échelles plus importantes (commune, agglomération, etc.) en identifiant leur poids administratif, notamment celui des municipalités. Sachant aussi que les découpages administratifs peuvent conduire autant à des marginalisations qu’à de l’intégration. Par ailleurs, la question des échelles très différentes entre les quartiers étudiés doit être clairement posée dans le travail de comparaison. Il y a également une difficulté méthodologique à délimiter les quartiers, d’autant que les rapports avec le reste sont importants, notamment en terme d’enjeux fonciers. La suggestion serait de partir de la délimitation officielle, on en faisant un élément d’analyse pertinent par rapport aux désignations par les pouvoirs publics.

Devant les nombreux cas marocains, un travail de coordination et de cohérence des approches est nécessaires afin de pouvoir faire des généralisations. Plus largement, la comparaison doit être menée d’abord dans chaque pays. Sur le cas de Lahraouiyne : la partie rurale de la commune est devenue urbaine et l’autre a été intégrée à Casa. Qu'est ce que ca change en terme de politiques à l'œuvre dans les deux cas ? Cibler sur les « morceaux » c'est bien, mais réfléchir en comparant les deux quartiers c'est plus éclairant.

Dans tous les cas, les deux processus vus du point de vue des administratifs et des habitants, vus « par le bas et par le haut » se font dans le même temps et requièrent plus de dialectique et moins de dualisme. De la même façon, dans certains cas, les conditions de l'émergence de la marginalisation peuvent être objectives (ex. Italie : territoires industriels devenus obsolètes), aujourd’hui elle se couple avec des processus de qualification de la ville : intégrer les marges c'est aussi les « créer » en quelque sorte.

La présentations des sites étudiés fait apparaître d’importants besoins d'enquête, mais il faut revenir à la réalité de la temporalité de ce programme : en trois ans, il paraît difficile de lancer de nouvelles enquêtes, de les traiter et ensuite de faire le travail de valorisation. Par conséquent, il faut privilégier la capitalisation des travaux antérieurs et le terrain doit être envisagé comme des compléments ou actualisations d’enquêtes.

**Tunisie**

Le Grand Tunis, Hend Bent Othman, Olivier Legros

La réflexion sur le Grand Tunis est axée sur le processus de marginalisation par le « haut » et plus particulièrement sur son articulation avec la production foncière et immobilière en cours. Ces dernières décennies ont été marquées par l'avènement et la montée en puissance de l'urbanisme de projets (notamment le quartier du Lac de Tunis) et dans le même temps une expansion sans précédent de l'urbanisation de la grande périphérie. On observe une multiplication des opérations de standing vers l'ouest, une progression sans précédent de l'habitat non réglementaire et une densification des quartiers existants sur fond de recrudescence de la spéculation. La libération du marché foncier et immobilier se poursuit selon des arbitrages et des logiques financières (espace rural récupéré et occupé par habitat non réglementaire).

On assiste ainsi à une reconfiguration de la périphérie du Grand Tunis qui s'accompagne de nouvelles lignes de fractures socio-spatiales. La ségrégation à venir se construit. L’étude porte sur les processus à l'œuvre : les jeux d'acteurs (stratégies et politiques), les arbitrages et arrangements entre intérêts économiques et enjeux politiques à différentes échelles, les politiques sociales et les demandes sociales, particulièrement aiguisées dans le contexte post-révolutionnaire. L’objectif est de contribuer à une réflexion sur les modes de gouvernance en train de se mettre en place. Pour la période de 1988 à 2009, l’étude se basera sur des travaux antérieurs et pour le contexte post-révolutionnaire, des enquêtes exploratoires seront engagées.

**Débat sur les présentations du Grand Tunis**

L'enquête s’avère ici une priorité. Il est effectivement important d’analyser le positionnement des acteurs et notamment celui des islamistes au pouvoir : est-ce qu’il y a des changements dans les politiques urbaines ? Est-ce qu'il y a eu rupture dans l'expression des attentes sociales ? Les salafistes viennent souvent des quartiers marginalisés, ce qui peut confronter le chercheur à un réel problème pour enquêter dans ces lieux, mais c’est une expérience qui peut s’avérer riche en enseignements.

Toute chose égale par ailleurs, l’expérience algérienne a mis en évidence combien l’abandon et la marginalisation de quartiers par les pouvoirs publics peuvent en faire des viviers pour les islamistes. On peut même se poser la question de savoir s’il ne s’agit pas d’une marginalisation organisée, afin de faire basculer des territoires dans l’opposition. Toujours est-il que le décryptage du lien entre urbanisation et islamisme doit être tenté dans cette recherche, d’autant que l’exemple turc montre les changements considérables dans les politiques urbaines depuis l’arrivée au pouvoir de l’AKP. La comparaison avec les travaux sur Téhéran peut être stimulante. On peut d’ores et déjà souligner, à partir des exemples algérien et tunisien, que les islamistes usent des mêmes stratégies clientélistes et d’instrumentalisation de la contestation que les pouvoirs en place ou destitués ; peut-être est-ce du côté de l’expression de la demande sociale et politique des populations que s’opèrent les changements ?

**Algérie**

Alger, Madani Safar Zitoun, Ouadah Saliha, Nora Semmoud

L’agglomération connaît une urbanisation rapide. Les populations des quartiers informels de la périphérie considèrent qu'elles sont en marges de la société. Ces quartiers, non reconnus par l'Etat, souffrent de carences importantes (ex. absence de viabilisation). Les populations sont obligées de plus ou moins palier à ces manques, selon une participation organisée qui prend parfois des formes « tribales ». Considérant qu'elles sont des laissés pour compte, les populations, à travers leurs associations multiplient les mouvements revendicatifs d’urbanité, parfois violents (trois à quatre émeutes par jour : sit-in, routes barrées, pneus brulés, etc., pour rendre visible le problème auquel elles sont confrontés).

Forte présence de l'Etat ces dernières années pour reloger la population des habitats précaires.
Entre 2006-2011, 10 000 ménages ont été relogés en périphérie, dans des localisations parfois très lointaines (ex. 5000 logements à 30 km d'Alger), l’objectif étant de reloger près de 35 000 ménages. Ce repositionnement de l’Etat dans la régulation sociale et politique a sans doute eu un impact sur les représentations : les populations des logements précaires se sont appropriées les référentiels utilisés par l'Etat (les modalités de classement officiels pour être éligibles au relogement) pour ensuite les mobiliser dans le mouvement revendicatif.

Les terrains d'étude sont les suivants : Diar el Kef (péricentre) qui illustre les tensions d’une opération de relogement non achevée : 1/3 seulement de la population a été relogé, tandis que le reste est encore installé dans la cité de recasement de l'époque coloniale, devenue vétuste. Comparaison avec l’opération de relogement de la population de Diar el Chems, grand ensemble datant du Plan de Constantine devenu vétuste ; une opération qui a suscité de violentes émeutes. A 200 m de la présidence, cette cité populaire a été vidée de ses habitants tous relogés pour être démolie. Tessala el Marja, dans la périphérie lointaine, illustre les problèmes de cohabitation violente entre groupes de relogés qui a conduit les pouvoirs publics à mettre en place des dispositifs simples pour apaiser le climat, comme la création d'une équipe de foot.

Le cas de Draria permet d’étudier les programmes publics AADL[[1]](#footnote-1), location-vente, destinés aux couches moyennes. Engagés en 2001 à Draria, ils concernent pour 65% des habitants qui viennent de quartiers centraux (39,2% sont des cadres, 46,9% sont des employés et 14% sont ouvriers). Ces ménages, qui n’ont pas choisi ce site, se considèrent comme « déportés » et marginalisés car ils sont éloignés du centre-urbain, leur lieu résidentiel d’origine. Les carences en matière d'infrastructures et d’équipements accentuent ce sentiment de mise à l’écart, plus fortement vécu par la couche la moins aisée. L’objectif ici est de comprendre comment les habitants essayent de contrer la marginalité dont ils se disent victimes ?

Le cas de Cherarba (commune périurbaine des Eucalyptus) témoigne des effets sociaux et politiques de l’abandon par les pouvoirs publics d’un territoire totalement informel à l’origine. La population a voté massivement pour le FIS dont la frange radicale a très vite pris le contrôle du quartier. Mais l’autoritarisme (racket des commerçants, réquisition des maisons, etc.) et la violence (enlèvement des jeunes filles) a discrédité les islamistes aux yeux de la population qui a payé cette attitude par un massacre en 1998. Il s’agit ici de décrypter comment le processus de marginalisation a conduit à cette exacerbation de la violence et quelles sont les stratégies de la population face à la « reconquête » du quartier par les pouvoirs publics actuels.

**Débat sur les présentations d’Alger**

Ces réflexions nous invitent à considérer la question de la violence qui est liée (à) et/ou qui crée (de) la marginalité, comme un des facteurs d'analyse.

Par ailleurs, le comportement électoral des populations des marges mérite notre attention. A Cagliari, par exemple, au cours de la dernière élection municipale, les habitants des quartiers marginalisés qui votaient à gauche depuis 10 ans ont voté à droite : il semble qu’ils soient passés d'un discours du type « on a besoin d'aide », on vote à gauche, à « on a besoin d'être reconnu », alors on vote à droite. En Algérie, au cours des dernières élections (municipales et législatives) les partis du FLN et du RND ont supplanté les ceux islamistes. Cependant, il est très difficile d'analyser le résultat complexe d'une élection ; à Tunis, la politique d'intégration des quartiers marginalisés est ancienne, mais les problèmes ne sont pas réglés pour autant et les habitants votent pour les islamistes.

Ces considérations mettent en évidence, la nécessité d’intégrer les temporalités dans l’analyse : le temps de la recomposition du lien social, le temps de la prise de conscience de la marginalisation, le temps de l’intégration, le temps de la revendication, etc.

**Italie**

Sant'Elia à Cagliari, Raffaelle Cattedra, Maurizio Mémoli

Cagliari compte 160 000 habitants et 400 000 environ pour son aire métropolitaine, soit 1/3 de la population de la Sardaigne. Le quartier de Sant'Elia est une marge « officielle » emblématique de 9 000 habitants : malgré le cadre de bord de mer, il reste enclavé avec seulement deux voies d'accès dont la plus rapide le sépare de la ville ; il est entouré d'infrastructures militaires ; l’habitat est mal entretenu ; le chômage, la pauvreté, la dépendance des jeunes et une certaine criminalité caractérise ce lieu.

Entre 1950-1990, le quartier a bénéficié de beaucoup de dispositifs, mais entre 1990-2000, il y a eu comme un vide. Les pouvoirs publics sont passés de la planification aux grandes opérations, sans cohérence. Il est nécessaire de retracer l'histoire du quartier et des interventions, pour comprendre le changement de paradigme en 1990 où on assiste à une sorte de déclinaison locale de projets de requalification nationaux ou internationaux, selon des investissements très importants qui doivent donner une visibilité internationale (ex. musée par une architecte de renom Zaha Hadid, non réalisé).

Ayant capitalisé dans la réflexion sur le processus de marginalisation par l'action publique, les chercheurs proposent une approche inédite des pratiques et des représentations des habitants. Ils proposent de travailler sur « les mots » utilisés par ces derniers pour signifier leurs quartier : après les avoir identifiés, ils suggèreraient à un groupe de les positionner dans l'espace, en réalisant de petits films avec leur téléphone portable.

Turin, Elisabetta Rosa

La réflexion ici concerne le rôle de ressource des espaces marginalisés pour les migrants des roms. Les pratiques des migrants révéleraient le caractère de ressource des marges, mais aussi d’espaces de conflit entre différents acteurs. Le travail sera axé sur l’étude de la production des marges, les pratiques des migrants et les stratégies publiques pour reconquérir les marges (Camps nomades autorisés, corps spécial de police, intégration par travail social). Le quartier étudié est celui de Lungo Stura, caractérisé par la présence de décharges (officielles et illégales), de bidonvilles et de logements sociaux. Une comparaison avec des sites à Marseille sera tentée car dans les deux cas, les villes sont dans une dynamique de « compétition » inscrite dans un contexte global

**Débat sur les présentations d’Italie**

Suite aux questions posées, les collègues italiens insistent sur l'occasion de créer des méthodologies innovantes et expérimentales. Le travail est engagé selon un questionnaire « classique » auprès d’une centaine d’habitants, sur cette base une grille de mots est soumise à l’appréciation de la population dans le quartier et dans la ville et des jeunes (des lycéens ?) pourraient être sollicités pour filmer les espaces correspondants le plus aux mots récurrents.

Cet exemple présente la particularité de stabilité de la population (pas de *turn over*) qui contrôle les nouveaux arrivants : ce contrôle social serait-il destiné à maintenir une sorte « d'auto-marginalité » ? Est-ce de l’ordre d’une auto-marginalisation ou d’une acceptation de la marge de la population ? Une acceptation qui supposerait d'assumer l'identité liée à cet espace ; une identité de repli et d’entre-soi à préservée par le contrôle. C'est une forme d'organisation dans les quartiers non intégrés qui ne serait pas une volonté de s'exclure ou de se marginaliser, mais une manière d'accepter, de gérer sa marginalisation.

**Espagne**

Barcelone, Rosa Tello et Nuria Benach

Barcelone est la 2nde ville de l'Espagne, avec une aire métropolitaine qui compte 36 communes. Celle de Barcelone totalise 1 500 000 habitants et compte 73 barrios. Le choix des quartiers étudiés s’est fait sur la base du croisement du revenu familial (inférieurs à la moyenne de la commune), du taux de chômage, du niveau de formation, de l’état des logements et de l’espace public (difficultés d’accessibilité, carence de zone verte), le niveau conflictuel et de sécurité. Une carte SIG construites sur la base de ces facteurs met en évidence les divisions sociales de Barcelone.

Les quartiers étudiés sont le Raval Sud, une zone marginale dans le centre historique où la population immigrée est importante et les pressions immobilières, liées au tourisme sont très fortes ; Besos-Marese est situé dans la périphérie mais entouré d’une zone de rénovation urbaine avec des investissements pour le développement de grands événements. Bâti dans les années 1960, le logement social dominant a été privatisé en 1980. Les conditions de logement sont dangereuses pour les habitants dont les conditions socio-économiques difficiles ne leur permettent pas de déménager. Même conditions à Trinitat Nova/Roquetes, un quartier composé d’habitat auto-construit et de logement social. Il y a cependant moins d'immigrés et le quartier bénéficie d’une requalification.

L’étude concernera les conditions de vie dans ces quartiers, beaucoup plus difficiles dans le contexte de crise et de raréfaction des investissements publics. Dans l’incapacité de rembourser leur crédit immobilier, de nombreux ménages perdent leur maison. Mais l’expulsion ne les exonère pas de s’acquitter de l'hypothèque. L’examen portera également sur les stratégies de résistances des populations face à cette précarisation.

Grenade, Alberto Capote

Grenade (240 000 habitants), une cité universitaire et commerciale, où le tourisme est le secteur économique le plus important appartient à l’Andalousie orientale, région des plus pauvres d’Espagne. Le District nord (15 000 hab.) de Grenade est un exemple pertinent du processus de construction d’une marge par des politiques de peuplement (relogement des gitans, de sinistrés, d’immigrés et autres populations fragiles), des actions de requalification qui ont introduit de l’hétérogénéité sociale et des effets de la crise de 2008, en particulier le chômage de masse. L’investissement sera axé sur les pratiques de résistance des populations et les formes d’interactions avec d’autres populations et d’autres mouvements. L’idée est également de travailler sur les discours et les mots signifiants la marge au sein des populations, en usant, comme les collègues italiens, de l’auto-vidéo.

**Débat sur les présentations d’Espagne**

L’intérêt des travaux sur l'Espagne est que la question de la marge n’est pas abordée seulement par l’habitat mais aussi par la question du chômage. Ce qui permet de comprendre les impacts sur les mutations du quartier. La convergence entre les résistances des populations à la marginalisation et les mouvements plus larges qui posent le problème de la crise est intéressante à examiner par rapport aux effets qu’elle peut avoir sur les quartiers.

Le contexte de crise permet de saisir les ruptures, les opportunités et les transitions. Par exemple, le quartier du Raval à Barcelone était dans une perspective de gentrification qui semble stoppée car il n’y a plus aucun investissement ni privé, ni public : les espaces libérés des bâtiments détruits sont vides, certains ont été conquis pour la création de jardins agricoles solidaires.

**Turquie**

Istanbul et Ankara, Gulcin Lelandais, Yoann Morvan

Deux quartiers seront étudiés à Istanbul, l’un dans la partie européenne et l’autre asiatique, un 3ème à Ankara. Ils sont tous situés dans des centres villes, classés patrimoine UNESCO, populaires et cosmopolites. Sulukulé à Istanbul où 2/3 de la population est Roms (sédentaires depuis 400 ans) ; le quartier informel du 1er mai où l'extrême gauche turque, fortement représentée, a mis en place une gestion autonome selon une logique socialiste avec un comité populaire. Ces lieux de stigmatisation de la part des médias et de l’opinion publique, proches des centres touristiques, font l’objet de transformations urbaines et de fortes spéculations qui se soldent par la « déportation » des habitants dans un autre quartier où ils ne sont pas restés.

Le travail sera axé sur le vécu de ces changements par les populations : quel est le sens donné au quartier ? Quels sont les liens entre identités et espaces ? Quels sont les liens sociaux développés, les valeurs collectives et les formes de solidarités ? L’objectif est de comprendre les actions collectives (résistances visibles) ou dans le quotidien (résistances non visibles) face aux transformations, et de répondre à la question : à quelles conditions, la marginalisation est-elle créatrice de solidarité ?

Parallèlement aux quartiers centraux, les nouvelles zones périphériques d’Istanbul, nommées les « banlieues de l’Islam », seront également étudiées. Elles sont issues de programmes initiés par AKP dans une stratégie de marketing pour promouvoir Istanbul à l'international : Arnavutköy dont les enjeux sont liés à la présence du 3e aéroport et du 3e pont périphérique, abrite des communautés fermées pour classes aisées ou classes moyennes et Sultanbayli, autre fief de l'AKP. Le travail sur ces deux arrondissements présentent intérêts : les formes d’urbanisme promues (Grands centres commerciaux, nombreux équipements, *gated communities*, etc.) ; le rôle de l’entreprise semi publique Toki où le 1er ministre Erdogan est actionnaire ; pression foncière des promoteurs immobiliers et les menaces sur certaines populations ; paradoxalement l’AKP s'appuie sur une base électorale populaire mais développe un urbanisme néo-libéral qui fragilise cette population.

**Débat sur les présentations de Turquie**

Dans ces exemples, examiner les discours et les pratiques de stigmatisation conduit à une analyse politique car cette dernière affecte les quartiers où l’AKP n'a pas d'intérêt (Le risque sismique est, par exemple, souvent utilisé comme un alibi pour justifier les démolitions). A contrario, les quartiers populaires traditionnellement marginalisés sont revalorisés à travers le discours et les actions urbaines. Le développement des infrastructures et du transport participe indéniablement dans ce cas à l’intégration des quartiers périphériques.

**Égypte**

Vieille ville du Caire et le parc El Azhar, Anna Madoeuf

En partant de la définition de la marge du Robert « ce qui est en dehors de, à l’écart de », le travail, inscrit dans les axes 2 et 3 (pratiques/représentations des habitants et interdépendances avec la ville), est une appréhension multiscalaire, Chrono-morphologique et une morphogénèse portraitisée de la ville ancienne du Caire (Secteur vaste avec divers quartiers et lieux) et en particulier le Parc El Azhar (créé en 2005 et financer par Aga Khan)), selon un parcours littéraire. Youssef Idriss (Qa al-Madina : Au fond de la ville, 1957) est une 1ère lecture de la ville, un récit et un conte urbain sur le fond de la ville que constitue la vieille ville. Il s’agit de comprendre le passage (engagé dès les années 1970) de la ville compliquée, marginalisée à démolir, à l’avènement d'un paysage rédempteur avec création d'un parc. Plusieurs registres se croisent : mondialisation, tourisme/patrimonialisation (Inscription UNESCO en 1979 de la vieille ville) et requalification symbolique d’un espace devenu emblématique (islamique, fatimide et fondement de la singularité cairote proclamée). La littérature de Naguib Mahfoud va jouer le même rôle dans les représentations de cet espace.

Chronique en trois épisodes de la représentation de la marginalité de cet espace qui seraient à l’origine de l’inadéquation de ce dernier et les projets mis en œuvre : 50'-60' ère nasserienne, socialisante. A partir de 1969, le Caire fatimide est célébré, mais selon une confrontation centre-ville / vieille ville, avec déni de modernité pour cette dernière ; 70'-80' ère Sadat où la ville ancienne est patrimonialisée et requalifiée par petites opérations, selon un discours et un processus de dissociation entre ses valeurs nouvelles et sa population ; en 1984, on est loin de la ville mythique, de l'idéal fatimide et l’Aga Khan aura une vision, prélude à la réalisation du parc conçu comme une « Fatimidisation » résumée en profil paysagé.

Les représentations, envisagées dans une perspective diachroniques (occultation/extraction) seront abordées selon 3 thématiques principales : valeur des lieux et forme de singularisation (par rapport à quoi ?) ; la mise en visibilité, est-elle sélective, multimodale ? ; Le paysage, est-il désincarné ou au contraire vécu ?

Marges et mobilisations au Caire,Bénédicte Florin

Le travail part d'une communication avec Agnès Deboulet au colloque sur les mobilisations au Caire, organisé par Roman Stadnicki au Cedej (Caire) en novembre 2012. Depuis 2000, il y a de plus en plus de revendications qui viennent des espaces marginaux (quartiers péricentraux pauvres) posant simultanément la question du droit au logement et du droit au travail (ex. les syndicats « indépendants » revendiquent le droit au logement, à la santé, au travail, etc.). Selon Robert Castel : « La marginalisation est une procédure concertée d'exclusion… mais pour autant toute marginalisation ne vaut pas injustice ». Il semble que ce soit le vécu de l'injustice qui donne lieu à des revendications, plus que la marginalisation. Ainsi, au cours du mouvement de la place Tahrir, c’est le slogan « justice sociale » qui a été le plus brandi. La question est d’analyser comment ces mobilisations jouent dans les processus de sortie de la marge. Ce qui suppose de saisir la mise au jour de l'arène publique d'un problème par les « inouïs », terme suggéré par Agnès Deboulet pour désigner ceux que l'on a jamais entendus, ceux qui n'ont pas droit au chapitre, parce qu'ils sont d'avance disqualifiés de participation aux politiques. L’intérêt portera sur le passage du statut de « inouïs » à celui de la personne entendue dans l'arène publique. Le regard portera sur le panorama des mobilisations urbaines depuis 2000, à travers les médias, les travaux d’autres chercheurs d’autres disciplines et autres matériaux permettant une analyse discursive (catégories, qualifications, etc.). L’étude privilégiera le quartier le « ventre de la vache », où les mobilisations pour le droit au logement ont été particulièrement violentes. Il y a également des changements importants entre la mobilisation « prérévolutionnaire » et post-révolutionnaire, en particulier le fait que les habitants considèrent qu’ils ont plus le droit de contester aujourd'hui grâce à la révolution. Les tanneries du Caire et les quartiers des zabalines appuieront également à la démonstration.

Transition urbaine au Caire, Roman Stadnicki

Les travaux antérieurs de Roman Stadnicki sur les marges urbaines (cumul de plusieurs marqueurs de la marginalité) de la périphérie de Sanaa ont permis de mettre en évidence la capacité de ces espaces à s'intégrer à la ville par des processus socio-économiques agissant plutôt par le bas (Travail proche de l'axe 2). En outre, une enquête au Qatar, où les politiques urbaines officielles entrainent un processus de marginalisation très violent, a permis d’analyser le « réveil des marges » avec la résistance territorialisée. C'est un travail hors cadre méditerranéen, bien entendu, mais la problématique d’extraction de la marge et de mondialisation par le bas (Tarius) est très proche et permet des mises en parallèle avec d’autres contextes.

Par ailleurs, la réflexion sur le Caire part d’un programme en cours sur la transition urbaine en comparant l’Egypte et la Tunisie (financement Envi-med). Un intérêt particulier portera sur dynamiques urbaines, sans tout considérer sous le sceau de la révolution (qui est un écueil fréquent), il s’agira d’examiner le lien entre les deux, au cours de ces trois phases : élaboration d'un nouvel agenda urbain, suite à la reprise par frères musulmans des services urbains ; les changements à l'échelle municipale ; distanciation des ONG par rapport aux bailleurs internationaux et émergence de professionnels activistes, etc.

Les enquêtes de terrain révèlent qu’au Caire, 70% de la population urbaine vit dans quartiers informels ; les marges sont quasiment une norme, on pourrait parler de « Marge-norme ». La question est de savoir en quoi les changements liés à la révolution précipitent la sortie des marges sur la base d’une critique consensuelle de la planification urbaine menée sous l'ancien régime.

La situation actuelle se caractérise par deux tendances : 1. la ville officielle est bloquée sur les plans institutionnel et formel, atermoiement des grands projets, valse des chefs, difficultés financières des entreprises privées et publique ; blocage physique des accès au centre-ville par l’armée, 14 murs ont été érigés au Caire. 2. La spéculation immobilière et foncière n’a jamais été aussi dynamique dans les quartiers informels, hausse du niveau des bâtiments, investissement dans l'économie informelle.

**Débat sur les présentations du Caire**

Anna précise que la vieille ville n'existe pas en tant que telle pour les habitants. Ces derniers ne se revendiquent jamais de la vieille ville, mais toujours d'un quartier précis en son sein. Il s’agit plutôt d’une construction des acteurs officiels à laquelle s’intéresse la recherche. Elle focalisera sur les valeurs emblématiques et symboliques produites par le « marketing urbain » et les discours officiels et dominants.

Depuis la révolution, dans la vieille ville du Caire, il y a une sorte de marge de liberté possible dont la dimension « d’opportunité économique » ne peut être négligée. Il existe probablement un lien entre la hausse de la construction informelle et la chute des programmes officiels de logements. La révolution a eu sans doute des effets sur d’autres pays : en Algérie, le commerce informel investit le centre face au laisser-faire de l'Etat qui cherche à éviter la contestation. La même tendance est observée au Maroc. Quant à Tunis, le retrait des acteurs dubaïotes qui laisse la place au Qatar est à l’origine de nouvelles alliances, notamment avec Ennadha.

La marginalité/informalité fait apparaître un rapport au pouvoir fluctuant qui doit être interrogé, notamment en se référant aux travaux des chercheurs sur le Proche-Orient et l’Inde autour des relations entre marginalité spatiale et marginalité économique.

Par ailleurs, peut-on parler de « révolution » ; ce terme faisant référence à un paradigme particulier est-il adapté aux cas tunisien et égyptien ? Peut-on également utilisé le terme journalistique « Printemps arabe » pour désigner les mouvements actuels ? Difficile de répondre à ces questions, surtout concernant le terme « révolution » car on assiste tout de même à une radicalisation des mobilisations antérieures, à la prise de pouvoir par les frères musulmans et en tout cas, l'émergence d'un nouveau cadre. Toute chose égale par ailleurs, un rapprochement avec la situation en Algérie dans les années 1990 pourrait permettre un éclairage sur ce genre de mouvement. Il serait pertinent de mobiliser les analyses de cet épisode douloureux en Algérie : des convergences pourraient apparaître ?

**Rôle de la cartographie et de l’approche statistique**

Approche statistique, Muriel Sajoux

Les projets mobilisent surtout des approches qualitatives, accompagnées de statistiques. L’objectif est de tenter d’homogénéiser, autant que faire se peut, la collecte. Ensuite, leur traitement et leur analyse se feront à l’échelle centrale du programme. Il faudra néanmoins gérer les difficultés méthodologiques lié au fait que les statistiques sont un construit social et que les indicateurs peuvent être très différents selon les pays.

Les critères proposés sont les suivants. 1. Indicateurs socio-éco : taux analphabétisme ou taux illettrisme (Maroc : on trouve les chiffres pour 10 ans et plus, ce n'est peut-être pas forcément la même chose ailleurs) ; niveau de formation de la population adulte ; répartition de la population adulte ; taux de scolarisation selon le sexe selon les tranches d'âge ; notion de niveaux de vie (revenu familial par tête). Dans certains pays on a plutôt des chiffres concernant la dépense moyenne par ménage ; parmi ceux qui travaillent, quelle est la part de ceux affiliés à la sécurité sociale ? ; Taux de chômage (faire attention aux différences de définition selon les pays) ; taux d’équipement des logements (eau courante, électricité). 2. Statistique démographique : Structure par âge et par sexe de la pop ; Répartition par âge, sexe, et situation matrimoniale ; Niveau de fécondité (nombre d'enfants par femme, taux par âge) ; Prévalence contraceptive (au Maroc les statistiques sont disponibles que pour les femmes mariées) ; Mortalité infantile et mortalité juvénile

Cartographie et iconographie, Florence Troin

L’ambition dans le programme est de faire de la cartographie et de l’iconographie, en général, de véritables outils d’analyse. Florence Troin rappelle les règles à respecter : les « brouillons » de cartes fournis doivent respecter les critères bertiniens ; ne pas être des images raster ; les images doivent être fournies en Jpeg, résolution de 300 ppi ; si l’échelle est inconnue, un détail peut aider ; Etre attentif aux problèmes de droits d'auteur (faire particulièrement attention si les images viennent du net). Au fur et à mesure du travail et selon les spécificités des cas, des précisions méthodologiques seront données.

Débat sur l’approche statistique

Les chercheurs soulignent quasiment unanimement les difficultés méthodologiques à travailler selon une approche statistique et a fortiori dans la comparaison. Les chiffres officiels sur les quartiers marginalisés invitent à la prudence sur le sens qu’ils peuvent avoir. Envisager la comparaison des statistiques de différents quartiers paraît utopique et même si on y arrive, les situations ne seront pas comparables entre pays. Sans compter que dans certains cas, les données sont indisponibles. Eventuellement, à l'échelle urbaine on peut montrer comment se positionnent des marges dans le reste de la ville, comme pour Barcelone.

**Présentation de la grille de lecture**

L’objectif de la grille de lecture commune est de faciliter le travail de comparaison et de permettre de profiler les enquêtes complémentaires et/ ou la relecture des matériaux déjà existants dans ce but. Le débat souligne encore une fois la nécessité de préciser le concept de marge et les termes associés (marginalité, marginalisation, etc.) afin d’en avoir une vision partagée.

La grille doit être nécessairement plus courte. Peut-être pourrait-on l’organiser selon quelques thèmes/problématiques fédérateurs dans lesquelles chacun peut se retrouver : dénomination, représentation, autoreprésentation, action politique, question foncière, etc. puis on élaborerait des questions en fonction de ces thèmes. Afin de permettre d’engager rapidement le travail de terrain, la grille doit être organisée en partant des positionnements théoriques définis dans le projet qui seront précisés au fur et à mesure des réflexions (ex. les rapports de domination, de centre-périphérie, local/global, etc.). Un groupe de 2-3 personnes devrait travailler la grille (à distance) en tenant compte des remarques et la soumettre à l'ensemble des chercheurs.

Peut-être faut-il préciser la question du droit (droit à la ville, à l'eau potable, etc.), la façon dont les habitants se servent parfois de leur marginalité pour revendiquer leurs droits et l’influence de la situation politique. En même temps qu’un regard sur les processus de catégorisation juridique peut compléter la compréhension des situations. Le droit à la ville au sens de Lefebvre (des mobilisations citoyennes) peut être une grille de compréhension commune, en tenant compte des paradoxes : les mobilisations ne se font pas toujours au nom du droit à la ville ; parfois certaines populations revendique égoïstement son droit à la ville, mais pas celui des voisins. Des paradoxes dont il faut trouver les clés de lecture : par ex. le travail de Navez-Bouchanine sur l'entre-deux des politiques urbaines montre que les formes de gouvernance au Maghreb poussent les populations à l’individualisation de leurs démarches.

La question du droit soulève inévitablement le rapport à la légalité/illégalité et la production légale ou illégale de la marge. Le rapport des pouvoirs en place à ces deux types de marges n'est pas pareil, sachant que le traitement politique de l'habitat non réglementaire montre les limites du système. Autrement dit, les marges sur des terrains privés doivent être distinguées de celles sur des terrains domaniaux. Le statut des terrains a un impact fort sur la manière dont on traite l'habitat (non réglementaire dans un cas et bidonville dans l'autre). L'intermédiation change entre la population et l'Etat selon les cas.

Il est essentiel de rester attentif à la contextualisation des réflexions, de souligner les singularités des contextes nationaux et de prendre en compte les différentes temporalités. Par exemple au Maghreb, la construction de l'Etat-nation est différente d’un pays à un autre : les rapports population/Etat ne sont pas semblables (En Algérie la rente des hydrocarbures a eu une grande influence sur la production des marges et sur la manière dont elles sont traitées). Seules ces particularités peuvent éclairer la manière dont la population construit ses mobilisations, ses représentations, etc.

Dans la même veine, la maîtrise de la sémantique et le sens des mots utilisés localement, en identifiant leur origine éclaire sur les catégorisations et les dénominations des marges : ex. pour l'Egypte, leur catégorisation en dialectal est apparue à partir des désignations par les cadres officiels ; le mot bidonville est né à Casablanca, sous le Protectorat français. Derrière le mot « logique capitaliste néo-libérale », il y a sans doute des réalités différentes qui poussent à questionner nos choix sémantiques.

Le débat met en évidence les facteurs qui ont présidé au choix des quartiers étudiés : typo-morphologie des espaces urbains (bidonvilles, informel, HLM, etc.) ; le peuplement ; les représentations et/ou l’autoreprésentation de la population ; le discours stigmatisant et l’attitude des pouvoirs publics ; les revendications ; les pratiques d'appropriation de ces espaces (droits à la ville) ; les futures valeurs économiques foncières. La question de la précarité-pauvreté mérite une attention particulière, sachant que dans les espaces étudiés les populations des couches moyennes sont présentes en nombre.

**Les profils de ville**

Les profils de ville sont particulièrement utiles pour la compréhension des contextes (géographique, politique, économique, etc.). Comme la grille de lecture, le canevas pour établir le profil des villes doit être affiné, en tenant compte des éléments d’analyse capitalisés. En fait, le profil peut faire l’objet d’une première formulation qui permet de partager, dès le début, les informations sur un contexte et de faciliter le dialogue entre nous et il peut être amendé au fur et à mesure du travail. Le mieux c'est de produire une note synthétique de 5 pages, maximum, sur la base du canevas proposé.

Ici l’histoire est essentielle pour saisir la genèse des espaces et les raisons des singularités, par exemple dans les modes de régulation : ex. au Maroc, l’Etat régule différemment dans les provinces sahariennes, sur l'atlantique, le rif, etc. Même entre Rabat et Casa le mode de régulation est différent

**Essai de synthèse**[[2]](#footnote-2)

Un moment de clarification sémantique et conceptuelle semble capital dans la recherche : on a beaucoup insisté sur « de quoi on parle », « qui parle » et plus largement sur la nécessaire rigueur conceptuelle qui doit construire une culture commune au groupe de chercheurs.

Les caractéristiques des quartiers doivent permettre une typologie pertinente, surtout du point de vue de leurs rapports à la ville : rapport à la centralité, aux autres quartiers, à la structure socio-spatiale de la ville, etc. L’échelle des espaces étudiée doit être un facteur d’analyse.

Axe I. Les politiques de traitement des marges, notamment les découpages administratifs (voire électoraux) et la façon dont ils marginalisent ou intègrent des espaces (des dispositifs qui font et défont la marge) seront examinés. Les systèmes de distribution des équipements et plus largement la répartition des budgets municipaux, etc. peuvent permettre de saisir les inégalités et le niveau de justice spatiale.

Un travail spécifique doit concerner les modes de désignation, de dénominations, d'étiquetage, de classement, de catégorisation, etc. tant du côté des pouvoirs publics et que de celui des habitants. Ces modes renvoient aux valeurs données aux espaces : valeur économique, symbolique, identitaire, etc.

Plus largement, l’analyse du jeu d'acteurs, leurs stratégies politiques et leurs modes de régulation, d'arbitrage, d'arrangement ne doit pas omettre la complexité des relations des pouvoirs publics à ces quartiers et leurs paradoxes et contradictions. Quels sont les changements des politiques urbaines depuis l’arrivée des islamistes au pouvoir (en Turquie, en Egypte, en Tunisie) ? Est-on face à une nouvelle façon de travailler la ville ou est-ce, comme en Turquie, une approche néo-libérale ?

Il est important de regarder les différences entre illégalité – informalité en interrogeant les processus d'accélération actuels et leurs significations par rapport à des secteurs formels de moins en moins nombreux à alimenter le fisc qui reste un fondement de la solidarité et de la redistribution.

Axe II et III. Les mobilisations des habitants des quartiers marginalisés et leurs résistances sous toutes les formes (latente, passive, encadrée ou pas, violente, etc.) s’avèrent centrales dans les réflexions. L’idée est à la d'étudier les ingrédients à l’origine de la mobilisation, mais aussi son impact sur la construction sociale et spatiale du quartier. Cette dimension suppose nécessairement d’aborder le rapport des habitants aux droits. Les mobilisations peuvent être force de dépolitisation-repolitisation, il peut y avoir ainsi des tensions entre deux dynamiques : l'individualisation dans les réactions, dans les modes de règlement des problèmes rencontrés par un certain nombre de ménage et la mobilisation collective en lien avec la démocratisation. Toujours est-il que les représentations positives des habitants par rapport à leur quartier, malgré la marginalisation, favorisent les liens sociaux et les constructions identitaires et font du quartier une véritable ressource.

**Réunion du comité de pilotage**

Rappel du mode d’organisation de la recherche, du calendrier et des tâches pour la 1ère année. Le comité de pilotage se réunira à chaque workshop pour éviter de démultiplier les déplacements. L’organisation des réunions locales et du travail de terrain relève des chercheurs localement, de même que les comparaisons entre terrains d'un même pays (comme c'est le cas au Maroc). Un soutien financier appuiera ces actions. Les réunions locales peuvent être couplées aux workshops.

Les workshops feront l’objet d’appel à contributions au sein du groupement, en sollicitant des chercheurs extérieurs qui peuvent apporter un éclairage sur les thématiques. Les workshops peuvent être ouverts dans une certaine mesure à plus de chercheurs locaux, notamment les doctorants et permettre des visites des terrains étudiés. Le débat a permis d’identifier les premiers workshops et les binômes responsables :

* Workshop Tunis (Hend Bent Othman et Olivier Legros) sur les politiques urbaines et la production des inégalités socio-spatiales (avec l’IRMC et l’IRD)
* Workshop à Istanbul (G. Lelandais, B. Florin et Y. Morvan) sur les résistances et les mobilisations dans les marges, au sens large (pas seulement les mouvements sociaux). Deux jours de travail et visite des terrains). Partenariat avec l’IFEA et l’observatoire urbain d’Istanbul.
* Workshop à Tours (Florin et Semmoud) sur les concepts : un atelier d’écriture
* Session doctorale multi-thématique (Madoeuf, Cattedra) Montpellier

Mais il faut absolument que les moments forts de ces séminaires soient centrés sur le travail de comparaison entre les membres de l'ANR. Du point de vue de l’organisation il y a un texte introductif/argumentaire/ cahier des charges, fondateur sur le thème du W. qui intègre la réflexion théorique, la problématique, les questions… qui sera la base pour que les participants du projet (et éventuellement quelques extérieurs) puissent contribuer au W. Les participants envoient les contributions avant le W. pour permettre aux organisateurs de préparer les idées transversales aux contributions, pour définir ce qui doit être au cœur du débat, etc. Identification, de notions, de concepts sur lesquels porteront le débat.

## Moyens mis en place

Indiquer en une page maximum les moyens humains, organisationnels et matériels mis en place pour assurer le fonctionnement du projet.

|  |
| --- |
| L’ensemble des décisions concernant le fonctionnement du programme est conforme au projet, sauf pour l’organisation des manifestations scientifiques. La recherche d’efficacité des actions organisées en terme de production scientifique et le nécessaire réajustement lié à l’aide allouée a conduit les chercheurs du groupement à opter pour des workshops thématiques qui devraient favoriser la comparaison selon l’entrée thématique en question et déboucher sur une publication. * - Cinq **réunions du comité de pilotage** seront organisées, à raison de deux durant la 1ère et la dernière année et d’une autre la 2ème année. Le CP regroupe les responsables de terrain, la coordinatrice, le responsable scientifique, le post doctorant. Le 1er comité de pilotage s’est tenu le 15 mars 2013.
* - Les **réunions locales (RL)** regrouperont localement les chercheurs du groupement avec les objectifs de confronter leurs réflexions afin de produire une synthèse selon la grille de lecture commune à partir des matériaux déjà capitalisés sur les différents terrains par les chercheurs, et d’engager les enquêtes complémentaires. Une réunion locale a eu lieu à Rabat qui a permis de définir les sites à étudier selon leurs enjeux par rapport au programme.
* - L’organisation de **Workshops thématiques** doit permettre la comparaison à partir d’une entrée thématique transversale. Ces workshops réuniront des chercheurs du programme qui travaillent sur la thématique en question et des chercheurs extérieurs qui peuvent apporter un éclairage à partir d’autres contextes ou terrains. Les workshops organisés entre 2014 et 2015 :
* Workshop Tunis (Hend Bent Othman et Olivier Legros) sur les politiques urbaines et la production des inégalités socio-spatiales (avec l’IRMC et l’IRD) (28 et 29 mars 2014)
* Workshop à Istanbul (G. Lelandais, B. Florin et Y. Morvan) sur les résistances et les mobilisations dans les marges, au sens large (pas seulement les mouvements sociaux). Deux jours de travail et visite des terrains). Partenariat avec l’IFEA et l’Observatoire Urbain d’Istanbul (fin avril ou début mai 2014)
* Workshop à Tours (Florin et Semmoud) sur les concepts : un atelier d’écriture (9 et 10 janvier 2014)
* Workshop au WOCMES à Ankara sur « Récits des marges » (Madoeuf et Troin) (18 au 22 août 2013)
* Session doctorale multi-thématique (Madoeuf, Cattedra) Montpellier (GRED) (2015)
* - **Un colloque final** sera organisé pour confronter les résultats à des travaux sur d’autres aires culturelles, colloque dont les actes seront publiés
* - **Recrutement d’une post-doctorante** à partir du 1er septembre pour une période de 2 ans
* - Elaboration d’une **grille de lecture commune** (en cours d’amendement) et d’un canevas pour réaliser les **profils des villes** étudiées.
* - **Un site Web** a été mis en place pour permettre les échanges entre chercheurs du groupement et la communauté scientifique : http://marges.hypotheses.org
 |

Réunions du consortium (projets collaboratifs)

Indiquer les dates lieux, thèmes abordés, partenaires et correspondants de l’ANR éventuellement présents.

| **Date** | **Lieu** | **Partenaires présents** | **Thème de la réunion** |
| --- | --- | --- | --- |
| 12 février 2013 | Rabat | Les chercheurs sur Rabat et Casa : A. Iraki, W. Belarbi, M. Tamim, M. Hanzaz | Réunion définissant les sites d’études et préparant la contribution des chercheurs au séminaire de rattrapage du mois de mars  |
| 14 au 15 mars 2013 | Tours  | Quasiment l’ensemble du groupement de projet était présent, soit 26 personnes  | Séminaire de démarrage  |
| 14 et 21 avril 2013 | Istanbul  | Directeur de l’IFEA (J.-F. Pérouse), le responsable de l’observatoire urbain d’Istanbul (Y. Morvan)et la coordinatrice de MARGES (N. Semmoud) | Réunion d’échanges sur le programme MARGES et le partenariat avec l’IFEA et l’OUI (workshop à Istanbul en 2014)Visite des sites étudiés |
| 9 et 10 mai 2013 | Cagliari | Partenaires de Cagliari et 5 membres d’EMAM Tours | Séminaire annuel franco-italien à Cagliari « Justice spatiale, marginalité, isolement et citoyenneté » |
| Juin 2013  | Tunis  | Directeur de l’IRMC, Olivier Legros et Hend Bent Othman | Réunion de préparation du Workshop à Tunis 2014 |

Autres moyens nécessaires au projet (le cas échéant)

Indiquer le résultat des demandes d’autorisations administratives ou de moyens techniques ou expérimentaux éventuellement nécessaires au projet.

|  |
| --- |
| La difficulté est le financement des enquêtes à l’étranger sur les différents sites étudiés car les enquêteurs sur place sont généralement des étudiants ou des doctorants. L’idée serait de faire des contrats de vacation à partir de la France (UMR CITERES), mais nos services financiers n’arrivent pas à trouver la procédure. Si des expériences de ce type existent, nous aimerions en profiter.  |

## Pôles de compétitivité (projet labellisés)

Pour les projets labellisés par un ou plusieurs pôles de compétitivité, Quelles collaborations avez-vous mis en place entre votre projet et le(s) pôle(s) de compétitivité l’ayant labellisé ?

|  |
| --- |
| … |

## Difficultés rencontrées ou attendues

Éventuellement, indiquer les difficultés rencontrées ou attendues (recrutement, disponibilité de moyens techniques ou d’équipements, disponibilité de l’aide ANR, etc. ).

|  |
| --- |
| La difficulté actuelle est le financement des enquêtes à l’étranger sur les différents sites étudiés car les enquêteurs sur place sont généralement des étudiants ou des doctorants. L’idée serait de faire des contrats de vacation à partir de la France (UMR CITERES), mais nos services financiers n’arrivent pas à trouver la procédure. Si des expériences de ce type existent, nous aimerions en profiter.  |

## Commentaires libres

Commentaire du coordinateur

Commentaire général à l’appréciation du coordinateur, sur l’état d’avancement du projet, les interactions entre les différents partenaires…

|  |
| --- |
| Les objectifs fixés sont tenus pour l’instant. Après une année de démarrage qui a requis du temps pour l’appropriation collective du projet, l’année 2014 sera celle des premiers workshops. Les interactions entre les chercheurs et les partenaires sont riches et empreintes de convivialité. Il faut souligner le fait que les chercheurs et partenaires se connaissent depuis longtemps et ont l’habitude de travailler ensemble.  |

Commentaire des autres partenaires

Éventuellement, commentaires libres des autres partenaires

|  |
| --- |
| … |

Question(s) posée(s) à l’ANR

Éventuellement, question(s) posée(s) à l’ANR…

|  |
| --- |
| Avez-vous des suggestions pour répondre à la difficulté signalée en B3 ? |

# Annexes éventuelles

1. Logements collectifs initiés par l’Agence nationale d’Amélioration et de Développement du Logement [↑](#footnote-ref-1)
2. Les éléments de synthèse sont présentés selon la chronologie des débats [↑](#footnote-ref-2)